

Contestation. La répression se durcit en Iran à l'approche de l'anniversaire de la mort de Mahsa Amini

vendredi 8 septembre 2023, par [Courrier International](#) (Date de rédaction antérieure : 7 septembre 2023).

Arrestations, convocations, menaces, licenciements, le régime islamique en Iran fait feu de tout bois pour éviter une nouvelle vague contestataire à l'occasion du premier anniversaire de la mort de Mahsa Amini. Le décès en détention, le 16 septembre 2022, de cette jeune Kurde de 22 ans fut l'étincelle d'un mouvement inédit contre le pouvoir.

La répression tourne à plein régime en Iran, où les autorités menacent et arrêtent pêle-mêle des proches de victimes, des militants, des artistes et des journalistes, à l'approche de l'anniversaire, le 16 septembre, du début d'un soulèvement inédit, l'an dernier, après la mort en détention de Mahsa Amini, une jeune Kurde de 22 ans, pour port "inapproprié" du voile.

Objectif : instaurer un climat de terreur et de dissuasion pour éviter une nouvelle vague protestataire le jour J et durant les jours qui suivront.

"Des proches des personnes tuées (par le régime) ainsi que des militants politiques et des droits humains ont été placés en détention ces dernières semaines ou ont fait l'objet de pressions pour qu'ils n'appellent pas à des rassemblements marquant le premier anniversaire de la mort de [Mahsa Amini]. Certains universitaires qui ont soutenu le mouvement de protestation [...] ont également perdu leur emploi", [rapporte ainsi le Financial Times](#).

Parmi les personnes arrêtées figure l'oncle de Mahsa Amini, [révèle IranWire, un média d'opposition](#). *"Le 5 septembre, des agents de sécurité ont perquisitionné la résidence privée de Safa Aeli, dans la ville occidentale de Saqqez, et l'ont emmené dans un lieu tenu secret."* Deux jours plus tôt, *"Farzaneh Barzekar, la mère d'un jeune homme de 21 ans tué [...] lors des manifestations de l'an dernier, a également été arrêtée"*.

Mi-août, 12 militantes avaient en outre été arrêtées dans la province de Gilan, [selon The Washington Post](#). *"Les autorités ont accusé deux des femmes, sans aucune preuve, d'avoir reçu de l'argent et une formation des services de renseignement occidentaux."*

"Campagne d'intimidation"

Ces arrestations à la pelle ont été condamnées par plusieurs organisations locales et internationales, dont [l'ONG Amnesty International, qui a dénoncé une "campagne d'intimidation"](#).

Mais le pouvoir en Iran ne veut rien entendre. Et à mesure que s'approche le jour J, *"les forces de sécurité redoublent d'agressivité"*, [déploire IranWire dans un autre article](#).

"Convocations, menaces, agressions physiques, voire enlèvements en pleine journée sont utilisés pour dissuader les jeunes de participer aux rassemblements prévus le 16 septembre."

Le média relate ainsi l'histoire de Donya Hosseini, une blogueuse active sur Instagram, "enlevée" dans la rue le 12 août et toujours maintenue en détention.

Ou encore celle de Mehdi Tawhidi, 27 ans, qui "a reçu une convocation par téléphone" début septembre mais "a refusé de comparaître". Il a été arrêté le lendemain par trois hommes qui l'ont embarqué de force dans leur voiture, selon le média.

Médias et enseignants dans le collimateur

Ce tour de vis intervient alors que les appels à des rassemblements se multiplient dans le pays et que "plus de 300 militants et personnalités réformatrices iraniennes ont publié une déclaration commune exigeant la tenue d'un référendum sur l'avenir politique du pays", [rapporte de son côté Iran International](#).

La pression monte, en parallèle, sur les médias, "les autorités iraniennes ayant fermé lundi [4 septembre] l'agence de presse réformatrice Entekhab après qu'elle a publié un reportage critique de la politique étrangère du président [Ebrahim Raïssi](#)", [relate le site Al-Monitor](#).

Cette vague de répression n'épargne pas non plus le corps enseignant. "Les licenciements et suspensions de professeurs critiques [du pouvoir] se poursuivent." Le dernier épisode en date concerne "Sara Malekan et Maham Miqani, professeurs à l'université [de technologie] Amirkabir et à l'université de Téhéran", [rapporte ainsi le média persanophone en exil Radio Farda](#).

La semaine dernière, [le quotidien réformateur Etemaad a dénoncé](#) "purge" au sein des universités en publiant les noms de plus de 200 professeurs "licenciés ou contraints à la retraite" par le régime. Il s'agit notamment d'universitaires ayant soutenu les protestataires, en apposant leurs signatures sur des pétitions ou en refusant de dispenser des cours lors des manifestations estudiantines ayant agité l'Iran à l'automne dernier.

Courrier International

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

Courrier International

<https://www.courrierinternational.com/article/contestation-la-repression-se-durcit-en-iran-a-l-approche-de-l-anniversaire-de-la-mort-de-mahsa-amini>